Les musées et la mondialisation

Mondialisation, culture et musées

par Linda Young
Maître de conférence, Gestion du patrimoine culturel,
Université de Canberra, Australie.

> La mondialisation est souvent perçue comme un raz-de-marée, une catastrophe qui efface tout sur son passage : nations, économies, communautés, cultures. Gigantesque et extrêmement puissante, elle est aussi incontrôlable qu'une force de la nature. A travers le monde, elle touche aussi bien l'individu lambda que les grosses structures politiques et économiques : il est impossible d'y échapper. Toutefois, la métaphore du raz-de-marée ne donne pas une image complète, car elle décrit le *choc* de la mondialisation, mais pas sa *dynamique*.

> Tout d'abord, la mondialisation culturelle n'a rien de nouveau. Contact, conflit et changement culturels ont toujours accompagné les contacts économiques issus du commerce, et les contacts politiques issus de la conquête. Par ailleurs, même si la culture est toujours liée à un lieu géographique, elle n'est jamais statique. Elle s'est ainsi diffusée tout au long de l'histoire, créant de nouvelles formes culturelles qui rencontraient souvent une certaine résistance, car considérées comme impures et dangereuses. Toutefois, des aspects de ce changement hybride sont inévitablement adoptés au sein de la culture dominante. Il n'a jamais existé et il ne pourra jamais exister de courant pur et unique de culture locale, nationale ou ethnique si ce n'est une variante estampillée politiquement correcte – qui ne dure qu'un certain temps… Cependant, le changement était autrefois tellement lent que la culture pouvait alors sembler éternelle, avant que les voyages par-delà les mers, le commerce et l'impérialisme européens n'entraînent, entre autres, des changements culturels sans précédent en Afrique, Amérique, Asie et Océanie.

> Aujourd'hui, par contre, les progrès de la technologie favorisent à tel point le contact culturel au niveau de l'individu que notre quotidien n'en a jamais été aussi imprégné : la mondialisation est beaucoup plus apparente et beaucoup plus personnelle que par le passé. La culture américaine semble désormais prendre le pas sur toutes les autres, ainsi que le dépeint le scénario de la "Coca-colonisation". Les films, la musique et le style américains, véhiculés par la télévision et l'informatique, reproduisent les idéologies de l'oncle Sam à travers la planète.

> Cela est assurément exact, mais pour le moins incomplet : ainsi, les anthropologues observent-ils que les phénomènes culturels occidentaux ou américains ne sont nulle part intégralement adoptés. Certes, des éléments de culture occidentale sont intégrés, mais ils sont remaniés à la mode locale : la musique rock prend des accents ethniques, Hollywood engendre Bollywood, les téléspectateurs regardent des séries bien de chez eux entre les comédies américaines rachetées par les chaînes locales. Tandis que les conservateurs considèrent que de telles incursions pervertissent l'expression culturelle authentique, nous qui possédons un regard différent voyons que les formes hybrides possèdent leur logique et leur intégrité propres.

> Dès lors, devons-nous rejeter ou accueillir les produits métissés issus du contact interculturel ? La réponse à cette question définit une position personnelle d'ordre politico-moral. Aujourd'hui, nous prenons position sur une multitude de thèmes : l'environnement, les droits de l'homme, la muséologie internationale, etc. L'individu lui-même acquiert une conscience mondiale.

"La mondialisation culturelle n'a rien de nouveau. Contact, conflit et changement culturels ont toujours accompagné les contacts économiques issus du commerce, et les contacts politiques issus de la conquête."

> Participer à la culture globale consiste à se précipiter dans la tension entre ce que le sociologue Roland Robertson appelle "l'homogénéisation culturelle et l'hétérogénéisation culturelle" (*"cultural homogenisation and cultural heterogenisation"*)[1]. Des milliers d'expressions locales de la différence hétérogénéisante résistent à la pression de l'homogénéisation, ce qui ouvre de nouvelles perspectives pour les musées à l'ère de la mondialisation.

À l'occasion de sa réunion de juin 2001, le Comité consultatif a arrêté le thème de la Journée internationale des musées 2002. Son choix s'est porté sur "Les musées et la mondialisation", une question qui mobilise les musées du monde entier, quelle que soit leur taille ou leur discipline. On trouvera ci-après différentes illustrations de ce thème ainsi qu'une bibliographie

> Les musées garderont leur rôle de dépositaires de cultures traditionnelles, voire disparues. Par ailleurs, il est nécessaire de continuer à préserver des objets représentatifs pour témoigner du passé, et lui rendre hommage. Pourtant, les musées ne doivent sombrer ni dans la nostalgie, ni dans l'accumulation de vieilleries poussiéreuses. Cela signifie que nous devons aller vers les propriétaires d'origine ou leurs descendants pour comprendre le contexte des cultures faisant désormais partie de nos collections, et cela peut entraîner la restitution de certaines pièces. Mais l'expérience montre déjà que les relations entre musées et sujets de collections peuvent produire de nouvelles expressions du savoir. A présent, les musées doivent également mettre l'accent sur la documentation et la collection des formes hybrides qui émergent dans leur domaine en utilisant les compétences muséologiques pertinentes et en se libérant de la contrainte des canons traditionnels. Pour citer le théoricien culturel Arjun Appadurai, de telles collections du passé et du présent deviendront "un lieu d'entreposage de scénarios culturels" (*"warehouse of cultural scenarios"*)[2]. Les collections de musée constituant une ressource en créativité humaine, leur accès doit être facilité pour nos communautés.

> Et naturellement, les musées doivent interpréter les anciennes, tout comme les nouvelles cultures, dans une perspective de tolérance. Se montrer fier des réussites de sa propre culture, ainsi que curieux et respectueux des autres cultures, telle est la clé de l'avenir des musées.

Contact : Linda Young
Senior Lecturer, Cultural Heritage Management,
University of Canberra, Canberra ACT 2610, Australie.
Tél. (+61) 2 6201 2079 - Fax (+61) 2 6201 5419, <linda.young@canberra.edu.au>

[1] Robertson, Roland, 'Social Theory, Cultural Relativity and the Problem of Globality' in A.D. King (ed.), *Culture, Globalization and the World System*, Houndmills, Macmillan, 1991, p.73.
[2] Appadurai, A., 'Disjuncture and Difference in the Global cultural Economy', *Public Culture*, 2/2, 1990, p.4.

Culture et commerce mondial

par Patrick Boylan
Ancien vice-président de l'ICOM.
Professeur de politique et de gestion du patrimoine, City University, Londres, Royaume-Uni.
Responsable de Culture et Développement, "Development Gateway", la Banque mondiale.

À première vue, les questions qui touchent à la mondialisation, au commerce international et à la santé de l'économie mondiale semblent bien éloignées de la bonne marche des musées du monde et du sort du patrimoine culturel. Il n'en est pourtant rien. Les activités culturelles et de loisirs supposent que les gens aient du temps et de l'argent à y consacrer. Dans une situation économique difficile, ces activités ne constituent donc pas une priorité. En outre, dans la plupart des pays les musées sont toujours subventionnés par des fonds publics, eux-mêmes fonction du produit de l'impôt et de l'activité économique.

> Force est de constater que, au cours des dernières années, la baisse du financement public des musées et des services connexes s'est étendue à presque toutes les régions du monde, indépendamment de la nature du régime ou de la structure politique. Même si les coupes budgétaires ont été plus sévères dans les pays en développement, les baisses les plus drastiques ont été observées dans des pays riches, par suite de politiques d'allégement de la fiscalité.

> L'ouverture du commerce mondial — depuis le premier Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) de 1948 jusqu'à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 — visait à favoriser le développement économique et la prospérité de tous les pays par la réduction et, à terme, la disparition des barrières artificielles de protection commerciale. La plupart des experts conviennent cependant que la récente libéralisation des échanges a eu des effets très disparates et se solde dans le meilleur des cas, pour la plupart des pays en développement, par un résultat à somme nulle. C'est pourquoi la grande majorité des États représentés à la Conférence ministérielle de l'OMC réunie en novembre 2000 à Doha, au Qatar, ont fait valoir que la priorité absolue était de faire du prochain cycle de négociations commerciales (2001-2005) un "cycle du développement", de façon que les pays en développement commencent à enregistrer des améliorations significatives de leur situation économique et de leur niveau de vie.

> À la Conférence de Doha, les 143 pays n'ont pu convenir "par consensus" que du programme de travail de ce qui représentera des centaines d'heures de négociations ardues au cours des prochaines années. Il est toutefois encourageant de constater que, du moins en principe, l'"exception culturelle" définie en 1948 subsiste. En vertu d'un principe général du GATT, aucune restriction indirecte ni discrimination n'est autorisée dans les échanges commerciaux. Pourtant, dès l'origine, la plupart sinon la totalité des États ont revendiqué une exception particulière, l'"exception culturelle", pour des mesures visant la promotion et la défense de leurs valeurs et de leurs intérêts culturels. Il s'ensuit que des restrictions commerciales peuvent être légales lorsqu'il s'agit de promouvoir les valeurs morales et culturelles nationales, ou les langues et cultures nationales ou minoritaires. Le consensus sur l'"exception culturelle" concerne plus directement les musées en ceci qu'il permet également aux États de restreindre ou d'interdire l'exportation de biens culturels tels que les antiquités ou les œuvres d'art jugées d'intérêt national.

> Depuis 1995, de très puissants intérêts commerciaux internationaux mènent campagne pour l'abolition de l'"exception culturelle", prétextant que des mesures telles que le soutien à la création audiovisuelle nationale ou le contrôle exercé sur l'exportation du patrimoine culturel national, sur l'archéologie clandestine, etc., constituent une entrave inacceptable au commerce mondial. La survie de l'"exception culturelle" dans le programme de Doha est donc, dans son principe, une victoire majeure.

> Par ailleurs, et bien que le nouvel Accord général sur le commerce des services (AGCS) continue, dans le cadre plus large du traité de l'OMC, de prôner la poursuite d'un programme de privatisation des services publics, le programme de Doha reconnaît sans ambiguïté qu'il revient aux États de décider de l'avenir des politiques de financement et de gestion des services publics traditionnels que sont les musées et autres équipements culturels. Contrairement à une interprétation largement répandue du texte actuel de l'AGCS, les gouvernements et les intérêts commerciaux étrangers n'auront pas le droit de contraindre un État à privatiser, pas plus que la perte de développement constituée par l'impossibilité de se porter acquéreur d'un service public n'ouvrira de droit à dédommagement par les voies contentieuses de l'OMC pour entrave au commerce international. Il faudra néanmoins garder un œil très vigilant sur les négociations de l'OMC et de l'AGCS au cours des prochaines années pour s'assurer que des mesures néfastes pour le patrimoine culturel n'y sont pas réintroduites.

"Il faudra néanmoins garder un œil très vigilant sur les négociations de l'OMC et de l'AGCS au cours des prochaines années pour s'assurer que des mesures néfastes pour le patrimoine culturel n'y sont pas réintroduites."

> Mais les musées et les institutions culturelles risquent d'affronter des difficultés à court et moyen terme d'une tout autre ampleur, non seulement dans les pays en développement mais aussi aux États-Unis et en Europe, si l'effondrement du tourisme international et la récession économique qui font suite aux événements du 11 septembre 2001 ne sont pas enrayés rapidement.

> Face aux grandes questions qui affectent aujourd'hui le monde dans sa dimension la plus globale, les institutions muséales, la profession et l'ICOM ont une mission exigeante à remplir.

Contact : Patrick Boylan
<P.Boylan@city.ac.uk>
http://developmentgateway.org/node/130613

Contrebande : des biens culturels ghanéens © Jos van Beurden

Nous ne sommes plus seuls

par François Tremblay
Directeur du Service des expositions internationales, Musée de la civilisation, Québec.
Président de l'ICEE.

Il est en effet révolu le temps où un musée pouvait prétendre présenter des artefacts ou des œuvres d'art dans le seul contexte de leur environnement immédiat. La mondialisation a lentement mais sûrement changé les règles du jeu. D'abord, dans la relation qui existait entre le musée et ses visiteurs, puis dans la manière dont sont élaborés les projets d'exposition et, enfin, dans la réalisation même de ces projets.

> L'information qui, de nos jours, circule librement et rapidement a modifié l'attitude et, surtout, les attentes du public, qui est plus curieux, mieux renseigné et plus exigeant. Les concepteurs d'expositions doivent par conséquent faire preuve de plus de rigueur et d'ouverture. Le musée doit être à la fois relais, récepteur et transmetteur. Ses expositions doivent être conviviales et ludiques. Sous leur apparence attrayante doit cependant se trouver indexé, répertorié - bref, accessible - un savoir encyclopédique capable de satisfaire mille curiosités. Il suffit de voir les jeunes "zapper" les textes d'exposition pour comprendre à quel point l'abondance de l'information sur Internet et à la télévision a développé chez le grand public l'habitude d'un apprentissage à la carte par arborescence, en même temps que l'intérêt pour une information précise, complète et à jour.

> L'interconnexion des systèmes et l'accélération des moyens de communication a aussi profondément changé nos pratiques. L'accès instantané à des renseignements sur tous les grands musées du monde et leurs collections, la possibilité de monter et de croiser des bases de données dans des domaines de recherche précis ne sont que quelques exemples de la puissance des outils issus de la mondialisation. Cette proximité par la communication a permis de renforcer de manière importante les liens personnels entre collègues, favorisant ainsi l'échange du savoir et sa dissémination par le biais des expositions. Les réseaux mondiaux auxquels appartiennent spécialistes et professionnels de la muséologie facilitent grandement les échanges d'expositions. Un nouveau type d'exposition a d'ailleurs vu le jour ces dernières années : les expositions virtuelles sur le Web sont en train de définir un nouveau créneau de communication.

> Les aspects pratiques de la réalisation des expositions bénéficient aussi des effets de la mondialisation. Il est virtuellement possible de transporter n'importe quoi, n'importe où. Je devrais dire "il était possible", car les événements du 11 septembre 2001 ont amené toute une série de mesures restrictives et limitatives liées à la sécurité, mesures qui auront un impact financier important sur les musées. Les coûts directs associés aux assurances et à la sécurité des œuvres vont augmenter. La clause "risque de guerre", qui suscitait déjà des réticences chez plusieurs assureurs, posera vraisemblablement encore plus de problèmes. Verra-t-on aussi apparaître une clause spécifique au terrorisme ? Autre effet déplorable, certaines œuvres risquent de ne plus être disponibles pour la circulation. Les prêteurs devront en effet être convaincus par les emprunteurs d'accepter les nouvelles restrictions qui sont imposées par les administrations aéroportuaires, les transitaires, les compagnies aériennes et les services de douanes quant à l'accès et à la surveillance des caisses pendant le transport.

> Si j'ai insisté jusqu'ici sur les effets positifs de la mondialisation, ce n'est certes pas parce que je suis un partisan aveugle du phénomène. On se demande en effet comment, à partir de l'idée de faciliter le commerce international, on en est venu à penser qu'il allait de soi que, dans ce monde du futur préparé par les grands financiers, toutes les cultures et les identités nationales étaient vouées à se fondre ensemble sous l'égide d'un capitalisme sauvage.

> Dans ce grand mouvement qui secoue non seulement les entités politiques et les groupes d'intérêts, mais aussi des continents entiers, les musées - et, en particulier, les expositions itinérantes internationales - auront un rôle majeur à jouer de par leur nature médiatrice intrinsèque et leur fonction de véhicule des identités nationales. À moins d'être réduites à l'état de simple outil de propagande, ces expositions peuvent contribuer de manière importante à la connaissance des sociétés éloignées du public à qui elles s'adressent. Elles peuvent ainsi, en favorisant la tolérance, préparer aux inévitables changements et frictions que génère la proximité de plus en plus grande de cultures fondamentalement différentes.

Contact : François Tremblay, Directeur, Service des expositions internationales,
Musée de la civilisation,
16, rue de la Barricade, C.P. 155, succ. B,
Québec G1K 7A6 - Canada.
Tél. (+1) 418 643 2158 - Fax (+1) 418 643 7229
<ftremblay@mcq.org> http://www.mcq.org

Diversité et engagement

par Luis Repetto Málaga
Président, ICOM-LAC.

La Journée internationale des musées est célébrée dans quasiment tous les pays d'Amérique latine. Chaque année, un nouveau thème constitue la base de notre réflexion, à laquelle participent les médias, ainsi que des organisations gouvernementales et privées. Au bout de trente ans, cette journée exceptionnelle, qui a recueilli l'adhésion de l'Amérique latine, est incontestablement reconnue comme une précieuse activité de l'ICOM.

> Dans le monde actuel, le processus de mondialisation se caractérise par de vastes mouvements de population, un flux international de produits de base partout dans le monde, et une formidable progression des nouvelles technologies.

> Face à cette réalité, les musées doivent redéfinir leur participation au sein de la communauté. Dans un monde aux vertigineuses mutations, les différentes institutions liées aux musées doivent réévaluer leurs obligations envers la société. Un tel processus nous amène à explorer des concepts et des engagements nouveaux tout en recherchant une cohérence culturelle qui nous permettrait non seulement de préserver notre objectif essentiel, mais surtout de devenir un composant vital de la société contemporaine.

> Les musées doivent être capables de jouer leur nouveau rôle dans le contexte de la mondialisation, ce qui est difficile à mettre en oeuvre, surtout pour des institutions traditionnelles. Ceux des grandes villes latino-américaines ont déjà joué la carte de la modernité, en dépit des difficultés auxquelles sont généralement confrontés tous nos pays. Les diverses nuances de cette crise généralisée nous obligent à gérer les problèmes rencontrés par nos institutions de différentes manières, par exemple, en fonction de l'utilisation du temps de loisir ou des nouveaux espaces muséaux créés dans les grandes capitales.

> Toutefois, telle n'est pas la véritable situation des musées d'Amérique latine, car la majorité d'entre eux se trouvent dans des régions reculées. Alors que certains sont visiblement à l'agonie, d'autres ont adopté des stratégies de survie qui leur ont permis de maîtriser les effets de la mondialisation en incorporant leur patrimoine au tissu social de la communauté.

> Dans la plupart de nos pays, un silence officiel règne sur la question de la culture. Cette dernière n'est pas considérée comme un atout économique et les musées en tant que dépositaires de la mémoire collective ne suscitent guère de réel intérêt. Malgré cet état de fait, le personnel des musées a assumé une énorme responsabilité, à savoir la transformation de nos locaux, la création de nouveaux mécanismes pour la recherche et les expositions et la mise sur pied de partenariats avec le secteur privé et les médias.

> La réalité latino-américaine se distingue par deux caractéristiques, certes différentes, mais qui se recoupent : la première concerne les musées des grandes métropoles, la seconde, les musées locaux, le dénominateur commun étant l'absence de prise de conscience et d'attention des organisations gouvernementales, lesquelles ne s'engagent pas véritablement face aux problèmes muséaux.

> Les grands musées disposent d'infrastructures et de personnel permanent qui dépendent souvent du bon vouloir des politiques, et ne répondent pas à des besoins réels. Par contre, les musées locaux, qui maintiennent davantage de liens avec leur environnement, ont souvent réalisé d'impressionnants efforts pour partager les objets culturels avec leurs communautés, objets qui ne se trouvent généralement pas dans des salles d'exposition, mais dans des espaces hors les murs du musée.

> Dans un tel contexte, la mondialisation a sa place, car elle permet de profiter des possibilités offertes par les nouvelles technologies et les systèmes de communication, lesquels réduisent les distances et véhiculent des informations utiles. Toutefois, l'essence du musée en tant qu'institution - une essence dont il ne peut se défaire - demeure l'objet culturel et sa relation au public. Nous devons par conséquent trouver de nouveaux moyens de rapprocher le public des musées afin que celui-ci découvre une institution adaptée au présent, et qu'il considère la démocratisation de la culture, ainsi que la décentralisation, comme deux forces essentielles pour faire face à la mondialisation.

Contact : Luis Repetto Málaga
ICOM-LAC - Camana 459, Lima 1, Pérou.
Fax (+51) 1 477 6577
<icomlac@terra.com.pe>, <lrepetto@pucp.edu.pe>